

De l'abandon au mépris

Du même auteur

Oublie!

Baleine, 2001, roman

Lebrac, trois mois de prison

(prix Jean-Baptiste Botul)

Seuil, 2009

Il n'y a pas d'alternative

Trente ans de propagande économique

(avec Gérard Mordillat)

Seuil, 2011

Bertrand Rothé

De l'abandon au mépris

Comment le PS a tourné le dos
à la classe ouvrière

Préface de Gérard Mordillat

Éditions du Seuil
25, boulevard Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-108453-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, JANVIER 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

À Christian Pensec
À Emmanuelle et Barbara

« Si tant de gens modestes (ouvriers, artisans, paysans, employés ou petits entrepreneurs) en viennent ainsi à placer leurs espérances dans un mouvement politique fondamentalement pervers – et de surcroît aussi contraire à leurs intérêts véritables – il est grand temps d’admettre que la “faute en incombe très largement aux socialistes eux-mêmes” et de fait – note Orwell – ces derniers “l’œil rivé sur le fait économique ont toujours agi comme si l’homme n’avait pas d’âme...” »

Jean-Claude Michéa, *La Gauche, les gens ordinaires et la révolution du progrès*, Paris, Climats, 2011.

Préface

« Non ! La trahison n'est pas la condition suprême du pouvoir. Elle n'est pas la loi souveraine des démocraties. »

Jean Jaurès

Avec le cinéaste Elio Petri, la classe ouvrière allait au paradis ; avec les socialistes, c'est un voyage au bout de l'enfer qui lui est réservé. C'est à se demander si les responsables du parti à la rose – je ne parle pas ici des militants dont l'engagement et la sincérité ne sont pas discutables – ne sont pas nés sous la malédiction du scorpion de la fable, celui qui ne peut s'empêcher de piquer la grenouille sur le dos de laquelle il traverse le fleuve, quitte à périr avec elle, « parce qu'un scorpion est un scorpion » ; un socialiste étant un socialiste, ne peut-il s'empêcher de trahir ceux qui placent ses espoirs en lui, les ouvriers, les employés, les jeunes, les retraités, les classes populaires ?

Inutile de remonter à 14-18 où, Jaurès à peine enterré, les socialistes votent les crédits de la guerre, à l'abandon

des républicains espagnols par le gouvernement de Léon Blum, à Munich, à Pétain, à qui ils accordent les pleins pouvoirs, à Jules Moch qui fait tirer sur les grévistes en 1947, à Guy Mollet et Mitterrand pendant la guerre d'Algérie... il suffit de considérer la période actuelle en prenant pour point de départ 1981.

La chronologie des reniements est sans appel : en 1982 la « pause » se mue en rigueur, en 1984 près de trente mille suppressions d'emplois dans la sidérurgie au nom de « la modernisation de l'industrie », en 1992 signature du traité de Maastricht scellant le contrôle de la politique économique de la France par Bruxelles, en 1997 fermeture de l'usine Renault de Vilvorde malgré tous les serments, toutes les promesses de s'y opposer, la même année, ratification d'un « Pacte de stabilité et de croissance » écornant une fois de plus la démocratie, en 1998 le journal *Le Monde* applaudit : « Lionel Jospin privatise plus vite qu'Alain Juppé », en 2005 une de *Paris Match* où Nicolas Sarkozy et François Hollande posent côte à côte dans le même costume, la même attitude, jumeaux plus effrayants que les frères Bogdanov, sans parler de Pascal Lamy qui s'enorgueillit d'accélérer la mondialisation, fer de lance du néolibéralisme... Passant du pire au pire avec une constance accablante, la liste est trop longue pour être poursuivie.

C'est hélas désormais une banalité de parler de « la gauche de droite » pour désigner les leaders du Parti socialiste, tant leur défense des intérêts des classes possédantes au nom de l'économie, de la bonne gestion et

du dieu invisible des marchés se fait au prix d'un abandon partiel ou total des intérêts des classes populaires.

Comment a-t-on pu en arriver là ?

Les responsables socialistes, leurs théoriciens, leurs porte-parole semblent avoir définitivement rayé la classe ouvrière (y compris la petite paysannerie) de leurs préoccupations au profit d'une habile fiction hors de toute réalité, l'improbable « classe moyenne », qui constitue désormais le « peuple de gauche » auquel ils prétendent s'adresser en priorité. Par exemple, lors de la dernière campagne présidentielle, le think tank Terra Nova professe qu'il est impossible « aujourd'hui pour la gauche de chercher à restaurer sa coalition historique de classe : la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche. La volonté pour la gauche de mettre en œuvre une stratégie de classe autour de la classe ouvrière, et plus globalement des classes populaires, nécessiterait de renoncer à ses valeurs culturelles, c'est-à-dire de rompre avec la social-démocratie ». Bien que du bord opposé, le sinistre Alain Minc est sur la même longueur d'ondes : « La classe ouvrière a disparu et avec elle ses identités, sa dynamique sociale. C'est d'ailleurs une partie du déséquilibre économique d'aujourd'hui. Quand la classe ouvrière votait communiste et adhérait à la CGT, elle se représentait comme telle, elle avait conscience d'elle-

même. Aujourd'hui, elle vote Front national, c'est bien la preuve de sa disparition. »

Et passez muscade !

Pour Terra Nova et Alain Minc, ces gens du même monde, les ouvriers n'existent plus et ceux qui restent sont des néofascistes avec qui on ne se mélange pas ou alors en se pinçant le nez. Bien entendu, rien de cela n'est vrai et témoigne avant tout de l'inconscient de Monsieur Minc, de son anticommunisme, de son anti-syndicalisme fonciers, et de la haine de classe de Terra Nova. Mais cette stigmatisation des ouvriers a beaucoup de succès auprès des médias, au point d'être devenue presque un lieu commun, une vérité révélée. L'ouvrier sert d'épouvantail aux bourgeois, petits et grands, propriétaires et bohèmes. Il offre à la classe politique la chance inespérée de se disculper de ses fautes et de se donner les gants de la bonne conscience. La chanson est connue : si Lionel Jospin a été battu en 2002, c'est à cause des ouvriers qui ont préféré voter pour Le Pen ! Dix, vingt études prouvent que cela est faux, archifaux, mais ce mensonge demeure, évitant aux uns et aux autres (à la droite comme à la gauche) de s'interroger sur leurs manques, leurs erreurs, leurs trahisons.

L'éclatement des sites de production, le morcellement des travaux, le management mettant en concurrence les ouvriers et les employés entre eux, l'individualisation des tâches, le gouvernement des entreprises par la peur, par

le stress, la hantise du chômage, la propagande néolibérale proclamant que seuls l'individualisme et la consommation permettent l'épanouissement dans et hors l'entreprise, font que la classe ouvrière n'arrive plus à se reconnaître dans cette dénomination. L'expression elle-même « classe ouvrière » semble totalement désuète, obsolète, renvoyant au monde du XIX^e siècle sans qu'il soit possible d'établir de parallèles avec la situation contemporaine puisque ce sentiment de classe était particulièrement fort quand existaient encore de grandes concentrations ouvrières : mines, sidérurgie, automobile.

Le vocabulaire lui-même concourt à annuler cette notion de classe « ouvrière ». Désormais, les ouvriers sont « opérateurs de production », les manœuvres « techniciens de surface » et les coursiers « agents de liaisons » ! C'est un monde aussi fictif que celui d'un plateau de cinéma où l'on tourne une scène militaire, quand les figurants habillés en officiers finissent par croire qu'ils le sont sans réaliser que les vedettes qui jouent les simples soldats touchent des cachets mille, dix mille fois supérieurs aux leurs. Habillés en « agent », en « technicien », en « opérateur », les ouvriers finissent par oublier la réalité de leur condition dans une fiction qui les enrôle pour pas cher.

Cette tentative permanente d'effacement de la classe ouvrière n'est pas innocente. C'est une offensive réfléchie, structurée de la part des organisations patronales, soutenues par tous les gouvernements de droite et, hélas, parfois par la gauche de droite socialiste. Bafouant le principe d'égalité qui est le fondement

même de la République, combien de fois a-t-on tenté d'opposer les fonctionnaires aux salariés du secteur privé, les immigrés aux « Français de souche », les travailleurs sans papiers à ceux légalement employés, les « privilégiés » bénéficiant d'un emploi, voire d'un statut particulier, aux chômeurs, les jeunes aux seniors, etc.

Les tenants du libéralisme comme ceux de la social-démocratie à l'eau de rose peuvent se vanter d'avoir fait du beau travail : la société ressemble désormais à un vase brisé. Le passé est nié, les solidarités détruites, Margaret Thatcher peut pavoiser : « La société n'existe pas, il n'y a que l'individu et sa famille. » Or, comme le dit l'anthropologue Didier Fassin : « S'il y a une différence fondamentale entre la gauche et la droite, elle réside dans la capacité et la volonté d'aborder les problèmes en termes de causalité sociale et pas seulement de responsabilité individuelle. » Dès lors, qu'attendent les socialistes pour recoller les tessons de cette histoire fracassée, éclatée, en ranimant dans leurs rangs une véritable conscience de classe, celle de la classe salariée, de la classe ouvrière ?

Soyons clairs : les socialistes (leurs dirigeants) ne sont pas des ennemis, ni même des adversaires, ce sont de faux amis. Ce sont les contradictions entre leurs propos – auxquels nous pouvons souvent adhérer – et leurs actes qui rendent particulièrement douloureuses les critiques suscitées par leur action, voire par leur inaction, non seulement en France mais dans les autres pays européens. Jusqu'à quand les sociaux-démocrates

s'emploieront-ils à vouloir aménager le capitalisme sans comprendre qu'aucun aménagement n'est possible quand le profit est sa seule raison d'être? Ceux qui se définissent comme « la gauche progressiste » auraient-ils définitivement renoncé à tuer ce système s'il ne se tue lui-même?

La trahison de la classe ouvrière par les dirigeants socialistes n'est pas une hydre à sept têtes comme la bête de l'Apocalypse, c'est une rose des vents. Une trahison en quatre directions : politique, sociale, économique et morale.

Une trahison politique

Le plus récent exemple de cette trahison politique est l'adoption du traité de Lisbonne, parfait copié-collé du texte soumis à référendum en 2005 et auquel non seulement une majorité de Français mais une majorité d'électeurs socialistes avaient dit non. L'adoption récente par l'Assemblée nationale du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG, en clair le traité « Merkozy ») sans que l'idée de consulter les citoyens effleure un instant le gouvernement, sans qu'il y ait le moindre débat contradictoire, vient couronner ce déni majeur de démocratie. Comment s'étonner alors de la progression alarmante de l'abstention et du discrédit qui pèse sur le personnel politique? Un discrédit doublé, lorsqu'il s'agit de la gauche socialiste, d'une incompréhension :

pourquoi un gouvernement élu par les classes populaires tourne-t-il le dos à leurs besoins immédiats (salaires, services publics, retraites), à ses volontés clairement manifestées (redonner à la démocratie son sens premier de gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple), ses espérances pour mener une politique que la droite elle-même n'oserait peut-être pas mener? En tout cas, qu'elle ne mènerait jamais contre ses électeurs. Au cri de « malheur aux vaincus! », la droite, lorsqu'elle est aux affaires, gouverne sans états d'âme au profit des classes les plus aisées, sans craindre d'écraser chaque jour un peu plus les plus démunis. Pourquoi la gauche socialiste n'a-t-elle pas la même constance, la même énergie, pour restituer au peuple tout ce dont il a été privé par « le parti de l'argent », comme disait François Mitterrand? Pourquoi se croit-elle obligée de mettre ses pas dans ceux du libéralisme assassin et d'ajouter l'hypocrisie d'un discours humaniste aux pires mesures antisociales qu'il met en place?

On peut légitimement se poser la question : un gouvernement socialiste qui a peur des citoyens, de ses électeurs, en un mot du peuple (le mot honni !) est-il encore un gouvernement de gauche? En d'autres termes, les socialistes ont-ils (ou ont-ils encore) une conscience de classe? Et s'ils ont cette conscience, de quelle classe se revendiquent-ils?

Une trahison sociale

Si l'on considère leur origine familiale, il est certain que, sociologiquement, les dirigeants socialistes sont loin du peuple. Tous – ou presque – sortent de familles bourgeoises ou petites bourgeoises, ont fait de brillantes études (HEC, Sciences Po, l'Ena, Normale sup', etc.), ont intégré la haute administration puis les cercles supérieurs du parti, ont finalement été élus localement puis nationalement et n'ont plus jamais quitté « la classe politique », comme on dit. C'est objectivement à cette classe qu'ils appartiennent ; c'est dans la bourgeoisie qu'ils se reconnaissent. Que savent-ils de l'ordinaire des citoyens, de leur vie quotidienne, de leurs salaires, de leurs loyers, de ce qu'est la vie à quelques euros près qui est la condition d'une majorité de Français ? Ils en savent ce qu'ils en lisent dans des rapports, éventuellement dans des essais, de façon rarissime dans la presse ou dans des romans. Le peuple les intéresse de loin, modérément et principalement quand il s'agit de se faire élire ou réélire ; même si bien sûr ils ne négligent pas de tenir une permanence ou d'arpenter les marchés en dehors des périodes électorales. Le minimum vital pour un élu.

L'hiatus entre les dirigeants socialistes et la classe ouvrière n'est donc pas une lézarde ou une faille, c'est un gouffre qui se creuse chaque jour un peu plus, un abîme. Comment ne pas se souvenir des cris épouvantés

de Dominique Strauss-Kahn et de tant de ses camarades à l'idée de porter le Smic, salaire minimum interprofessionnel de croissance, à 1 700 euros ! C'était scandale et folie, la Fin des temps, l'Apocalypse, la ruine et la désolation. Cela serait comique, à la manière de Harpagon pleurant pour sa cassette, si ce n'était pathétique de constater à quel point ceux qui s'effraient à si bon compte sont loin des réalités quotidiennes des salariés. Aujourd'hui, le Smic est aux alentours de 1 100 euros par mois pour trente-cinq heures hebdomadaires. Que Monsieur Strauss-Kahn et son chœur d'épouvantés essaient donc de vivre avec un tel revenu mensuel, des services publics à la dérive, des transports en commun erratiques et un emploi mettant en pratique la flexibilité si chère au Medef et à tous les libéraux, y compris socialistes...

Les ouvriers et les ouvrières représentent aujourd'hui 20 % de la population active, si l'on ajoute les employés et les employées on arrive à 50 % et il ne faut jamais perdre de vue que ce sont eux qui créent les richesses de la France, eux qui les produisent, alimentent le commerce et l'économie. Mais quelle est leur représentation ? Politiquement, ils sont invisibles : la majorité des députés et des sénateurs vient de la fonction publique, du barreau, de la médecine, des professions libérales, etc., et n'ont jamais occupé d'emploi dans une entreprise. Culturellement, ils sont absents : combien de films, de téléfilms, de romans dont le héros ou l'héroïne est une ouvrière ou un employé ? Quelques-uns, très

